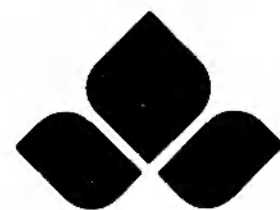


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



**le mauvais
virage**

DU 14 AVRIL AU 27 AVRIL 1983 - 13ème année - N° 380 - 6 F

M 2242 - 380 - 6 F

quand nos lecteurs prennent la parole

que reste-t-il des voyages du Pape ?

Permettez-moi de ne pas partager votre enthousiasme à la suite du dernier voyage papal en Amérique centrale, enthousiasme qui est d'ailleurs renouvelé à chaque déplacement du Pape et en général à tout ce que fait Jean-Paul II. Personnellement je suis beaucoup plus réticent sur la valeur et l'intérêt de ces voyages pour plusieurs raisons :

1/ Ce sont des voyages qui coûtent extrêmement cher et qui ne sont peut-être pas la meilleure image à donner d'une Eglise pauvre.

2/ Cet argument ne serait sans doute pas valable si l'efficacité de tels voyages était évidente... mais on peut légitimement se poser la question : qu'en reste-t-il ?

A propos de ce dernier voyage en Amérique centrale, quelles images données par les médias resteront gravées dans l'esprit du public ?

1/ La provocation des 6 jeunes fusillés par le général Rios Montt à la veille de l'arrivée du Pape au Guatemala... et la poignée de mains du Pape et du même général à son arrivée.

2/ Le geste de réprobation du Pape à l'égard du Père Cardenal au Nicaragua et son opposition à l'Eglise populaire du Nicaragua au cours de la célébration de Managua.

3/ Au lendemain de la visite du Pape au Salvador et en réponse à ses paroles de Paix, le geste de Reagan d'augmenter les crédits de 300 millions de dollars dont 110 pour l'aide militaire au Salvador.

Je sais bien que vous allez vous récrier : mais il y a tous les discours du Pape dans ces pays d'Amérique centrale, ces appels pour la Paix, la Justice et sur la pauvreté ! Et je suis bien d'accord qu'il est difficile de mieux parler de tous ces sujets brûlants. Mais c'est là justement où je ne suis plus d'accord, car ce qui me paraît essentiel c'est de mettre en accord ses paroles et ses actes. Depuis le début de son Pontificat, Jean-Paul II est certainement le plus grand défenseur du Concile Vatican II en paroles... mais en actes !

En ce qui concerne le voyage précité, à mon humble avis :

1/ le simple geste du Pape de refuser de serrer la main du Gal Rios Montt ou même d'annuler sa visite dans ce Pays aurait eu un impact autrement significatif que tous les discours prononcés...

2/ L'acte de réprobation au P. Cardenal (enfin, un geste !...) aurait une toute autre valeur si Jean-Paul II pouvait se prévaloir de la même autorité sur tous ceux qui lui désobéissent. Depuis 4 ans, ne peut-on pas lui opposer son attitude indulgente... pour ne pas dire bienveillante à l'égard de Mgr Lefebvre et des intégristes. Personnellement je n'ai jamais entendu la moindre parole du Pape vis-à-vis de celui qui continue ouvertement à se moquer de lui ordonnant chaque année ses prêtres !... et en combattant sans équivoque Vatican II.

Je suis également curieux de savoir si au cours de son prochain voyage en Pologne, Jean-Paul II aura la même attitude vis-à-vis de «l'Eglise populaire» polonaise que celle qu'il a exprimée pour celle du Nicaragua ? J'en doute.

3/ Si à l'annonce du geste de Reagan annonçant son aide accrue pour écraser la guérilla au Salvador, le Pape avait eu l'audace (et il est le seul à le pouvoir) de dénoncer publiquement et directement un tel acte de guerre, alors peut-être que quelque chose changerait. Mais là on retombe dans le silence... Est-ce pour faire la démonstration que tous ces voyages ne servent pas à grand-chose ?

C'est pourquoi je suis loin de me rallier à votre opinion. Si l'on fait le bilan de tous ces voyages à grands frais depuis 4 ans, que reste-t-il de positif ? Rappelez-vous le voyage en France, il y a deux ans. Qu'y a-t-il de changé ? Si ceux-ci ne sont qu'une nouvelle forme de triomphalisme dans l'Eglise ou de Papolâtrie, je suis contre.

J'ai retrouvé un article, datant de 4 ans, de Jean Boissonnat dont je partage entièrement les vues. Pour moi, il résume ou devrait résumer la position de tout chrétien, fût-il le plus haut placé dans la hiérarchie : «plus d'unité entre ce qu'on proclame et ce qu'on fait.»

Amitiés

J.G.
(Seine-St-Denis)

NATION FRANÇAISE

la gauche devant l'austérité

La gauche ou le refus de l'austérité, équation qui distinguait naguère majorité et opposition. Qu'en est-il aujourd'hui où, comme le soutient Edmond Maire, «la rigueur sans ambition a le goût amer de l'austérité» ?

Si Raymond Barre se félicite de certaines mesures adoptées par le gouvernement, la gauche manifeste à rebours une gêne inquiète, qui incite certains à une désapprobation à peine voilée du «plan d'accompagnement», comme le désignent avec un excès de pudeur les textes. Lionel Jospin à l'émission «Face au public» (France-Inter) reste prudent et obscur : «d'une certaine façon, les mesures qui sont prises sont imposées par une contrainte extérieure et ne correspondent pas exactement à ce que sont nos objectifs». L'intimité du comité directeur du PS ne le délivre pas de ses entretiens de diplomate : «le plan d'accompagnement peut contribuer à une certaine reprise de la remontée du chômage». La voix officielle du Parti est obligée à une retenue qu'ignore Georges Sarre; après avoir dénoncé l'incohérence gouvernementale et une politique menée au jour le jour, l'animateur du CERES délibère sans finasser, aux journées parlementaires de sa formation : «le programme économique de Jacques Delors est à l'opposé du Projet socialiste.» Propos en dissonance avec l'analyse des rocardiens : ces derniers estiment indispensable le maintien de la France dans le S.M.E., la dévaluation monétaire et les mesures d'austérité. Même si leurs réserves sur la réussite de la nouvelle politique ne les différen-

cient guère de leurs camarades. Rien ne vaut un mitterrandiste bon teint pour dissiper ces états d'âme : «J'espère qu'il ne s'agit que d'un moment et non d'une politique», laisse échapper André Laignel, trésorier du PS. Le président de la République l'entende ! Mais on ne gouverne pas un pays avec des «moments», aussi judicieux soient-ils, et tout indique en l'occurrence que le gouvernement a opté pour une véritable «politique».



Le Parti communiste porte également un jugement circonspect sur la réorientation économique en cours : «Nous ne pouvons ca-

**acheter vos livres
à notre service librairie,
c'est encore une façon
d'aider la nar**



service librairie

cher quelque inquiétude devant le fait qu'en privilégiant le rétablissement de la balance commerciale, on risquerait d'entraîner la relance du chômage et celle de l'inflation. On bien la France poursuit ces trois objectifs inséparables et elle réussit la politique décidée en mai-juin 81, ou bien (...) elle retomberait dans la politique d'austérité qui lui a fait tant de mal.» (1) Se voilant les yeux, le PC boit la panacée austérité jusqu'à la lie, sans broncher outre mesure, intérêts supérieurs du Parti obligeant. Il est vrai que les communistes n'avaient par leur première couleuvre, mais de quelle taille cette fois-ci ! Que n'auraient-ils pas dénigré sous Giscard !

Le PSU pousse plus avant l'ambiguïté en acceptant un secrétariat d'Etat : prônant un gauchisme raisonnable à l'heure d'un barisme de gauche, proclamant une autogestion dont ne s'est jamais inspiré le gouvernement, refusant le nucléaire au sein d'une équipe qui n'a pas renié l'atome, appuyant le pacifisme avec un chef de l'Etat pourfendeur du neutralisme. Comprenez qui pourra.

En fin de compte, seules la Ligue communiste et Lutte ouvrière savourent sans surprise la justesse de leurs analyses, tant ces organisations d'extrême-gauche ont dépeint en des traits rudes et lapidaires «la politique de droite menée par un gouvernement de gauche».

Au-delà des sensibilités, partis politiques ou syndicats, chacun s'accorde sur les risques probables d'une progression du chômage, la nécessaire brièveté de la forte médication adoptée et, malgré tout, l'indispensable solidarité de toute la gauche. Un ouvrage du CERES, paru dans l'après-municipales, préfigure curieusement la situation présente : «La politique d'austérité a ses chantres et ses partisans. Fétichisme de la monnaie, réduction du déséquilibre des échanges par la réduction de la demande intérieure, c'est-à-dire par la régression du pouvoir d'achat et (...) un recul du niveau de vie de l'ensemble de la population, avec sa logique et des résultats que l'on peut imaginer. En quoi un gouvernement qui alignerait la politique de la France sur celle de Reagan, Khol et Thatcher serait-il de gauche ?» (2) La question reste posée. *

Emmanuel MOUSSET

(1) «L'Humanité-Dimanche», 27 mars.
(2) Mandrin -Le Socialisme et la France-

l'austérité sans la rigueur

Oubliée, la «Révolution tranquille» à peine esquissée. Depuis le 25 mars, date de l'annonce du plan d'assainissement, la gauche est entrée dans une période de gestion. Reste à savoir si l'austérité proclamée est aussi rigoureuse, sur le plan technique, qu'elle s'en donne l'air.

Rappelons d'abord les grandes lignes du plan gouvernemental : réduction du déficit budgétaire (par annulation de crédits, par des recettes nouvelles), réduction du déficit du secteur public (par des économies, par des hausses de tarifs), équilibre de la Sécurité sociale (par un prélèvement de 1% sur le revenu notamment), incitation à l'épargne (emprunt obligatoire, relèvement du plafond du livret A...) et enfin le fameux contrôle des changes pour les touristes.

Par ces mesures, le gouvernement veut réduire la demande intérieure afin de lutter contre l'inflation, diminuer les importations, favoriser les exportations de produits qui seront moins demandés sur le marché intérieur, et donc réduire puis éliminer le déficit de notre balance commerciale. Personne, évidemment, ne peut contester la valeur des objectifs fixés. Mais les moyens mis en œuvre pour les atteindre sont contestables et d'une efficacité douteuse :

1/ Le plan Delors est purement conjoncturel. Il est la conséquence du maintien du Franc dans le «serpent» monétaire, donc d'un choix «européen» qui n'est pas technique mais idéologique : «l'austérité» est le prix de l'alignement de la France sur la politique économique allemande, et marque la soumission de notre pays à des règles monétaires qu'il aurait parfaitement pu refuser, comme M. Mauroy l'a reconnu dans «L'Express». (1)

2/ Ce plan ne s'attaque pas aux causes profondes des maux qu'il prétend combattre. Certes l'inflation peut être combattue par une réduction du pouvoir d'achat. Mais, comme les groupes sociaux ne cessent de revendiquer, l'austérité ne peut être maintenue longtemps, et la partie est toujours à recommencer. Une véritable politique antiinflationniste doit extirper les racines du mal, c'est-à-dire détruire les causes structurelles de l'inflation (par la réforme des circuits commerciaux, par le réaménagement des structures et des habitudes industrielles, etc.) Mais ces étranges socialistes ne semblent pas pressés

de s'en prendre aux privilèges, et de réformer ce qui doit l'être.

Le déficit du commerce extérieur est dû, lui aussi, à des causes structurelles : d'une part, le marché français des produits de consommation courante est de plus en plus dominé par l'étranger (photographie, magnétoscopes, jouets, vêtements, etc), d'autre part l'industrie nationale ne sait pas assez vendre sur les marchés extérieurs.

Comme le premier problème est structurel, rien ne sert de dire qu'il faut «acheter français» puisque le citoyen de bonne volonté ne trouve pas les produits nationaux, se trompe sur leur origine, renâcle devant les délais ou devant les prix. Donc les importations ne seront réduites qu'à proportion de la réduction de la demande globale, et augmenteront à nouveau quand l'austérité se relâchera, sans que soit résolu le problème de la pénétration du marché intérieur, sans que la reconquête du marché national ait été rendue possible par une politique de protection temporaire.

Mais le gouvernement n'a pas voulu choisir la politique de dévaluation forte et de protection qui lui aurait permis de réduire sélectivement la demande de produits importés sans toucher au pouvoir d'achat intérieur global. Cette lâcheté (il n'y a pas d'autre mot), M. Delors entend la faire payer aux Français en les privant de voyages à l'étranger. Cette mesure moralisante est à la fois injustifiable techniquement, puisque la balance du tourisme est excédentaire, inacceptable sur le fond, puisqu'on empêche la circulation des personnes pour permettre celle des produits, et antieuropéenne puisqu'on décourage les relations entre la France et les peuples voisins.

La réduction du déficit budgétaire est discutable (car les dépenses de l'Etat font tourner la machine économique) et les économies imposées aux entreprises publiques sont, là encore, un moyen facile qui permettra d'éluder le problème de fond qui tient à la taille de ces entreprises.

Quant à l'épargne accumulée, rien ne dit qu'elle pourra utilement servir aux entreprises :



comme l'eau dans un tuyau crevé, l'argent injecté risque de se perdre, d'être gaspillé en frais généraux, transformé en profits, exporté vers l'étranger, etc.

Reste le prélèvement de 1% pour équilibrer la Sécurité Sociale. Il est certainement nécessaire mais, sur l'ensemble du plan, il représente le seul aspect qui ne soit pas négatif.

3/ Ce plan risque d'entraîner une multitude d'effets pervers qui en réduiront la portée. Parmi les premières perversités repérées citons : le fait que l'aggravation de la fiscalité entraîne une ponction sur l'épargne que l'on veut justement accroître; le fait que la hausse des tarifs publics pèsera sur l'indice des prix, le fait que le contrôle des changes gênera considérablement notre aviation civile, sans parler des professionnels du tourisme.

4/ Mais surtout, la baisse de la consommation, les moindres dépenses de l'Etat et des entreprises publiques entraîneront un ralentissement de l'activité économique qui se traduira par un chômage accru.

Au total, le gouvernement fait la politique que la droite n'aurait pas osé faire. Il néglige le projet industriel et abandonne l'objectif de reconquête du marché intérieur. Il sacrifie délibérément l'emploi. Toute cela pour demeurer «européen» et avec, malgré tout, d'énormes risques d'échec. Au fond, le Ministre des Finances (et peut-être le Président) a réagi comme un père de famille bourgeois : «l'argent file, les enfants gaspillent tout; on se serre la ceinture, on renvoie la bonne et on ne part pas en vacances». M. Delors devrait pourtant savoir que l'économie d'un pays ne se gère pas comme la bourse de M. Prud'homme.

Sylvie FERNOY

(1) «L'Express», 1-7 avril 1983.

les syndicats en mal de stratégie

Assumant difficilement leur rôle de défense des travailleurs face à un gouvernement de gauche, les syndicats français pourraient-ils se diriger vers une stratégie de rechange, à l'instar de leurs homologues de l'Europe du Nord ?

Ecartelées entre leur attachement historique à la gauche, leurs intérêts d'appareils, et la nécessité de défendre, de temps à autre, ceux qu'elles sont censées représenter, les organisations syndicales ont actuellement beaucoup de mal à définir une attitude, et encore plus une stratégie.

Les réactions aux mesures décidées le 25 mars dans le cadre du «plan de rigueur» ne font que renforcer cette impression. Certes, sur Antenne 2, Edmond Maire s'est placé, comme en de maintes occasions, à la pointe du combat : «nous sommes en désaccord total sur les méthodes et nos inquiétudes sont fortes sur le fond.» André Bergeron a parlé sur le même ton de «douche froide» et Henri Krasucki de mesures «peu convenables». Les critiques portent généralement sur le caractère insuffisamment sélectif de ces mesures qui, tel l'emprunt obligatoire, toucheront tous les salariés, même de faibles revenus.

Surtout les centrales syndicales sont unanimes à déplorer le manque de concertation qui a présidé à l'élaboration de ces mesures.

Mais comment pousser plus avant la critique sans risquer d'ébranler encore ce qui reste de confiance dans la capacité du gouvernement à résoudre les difficultés ? Un tel risque ne peut être pris par les syndicats sous peine de voir engager leur responsabilité dans un éventuel échec de «l'expérience» d'un pouvoir de gauche.

Aussi, après ces critiques finalement assez minces, sont surtout venues, très vite, les «contre-propositions» ou les «propositions complémentaires».

Pour la CFDT, il s'agit, au lieu de prélever l'emprunt forcé sur les impôts, de le prélever sur le salaire, de manière contractuelle. Les sommes ainsi dégagées seraient affectées «au développement industriel, au partage du travail, à la création d'emplois». Et surtout, cette «affectation serait placée sous contrôle syndical»... Pour la centrale d'Edmond Maire, il s'agit surtout de lutter contre le chômage et «d'accélérer la marche vers les 35 heures.»

L'aménagement du temps de travail semble en revanche, absent des préoccupations de la CGT. Le syndicat communiste propose,

lui, un certain nombre de mesures fiscales qui devraient permettre «de maintenir et développer la consommation populaire» : il apparaît que les horloges de la CGT sont restées à l'heure de mai 81, car la relance de la consommation n'est pas précisément, semble-t-il, le but recherché par Mauroy III.

De tout cela, il reste qu'une idée fait son chemin : celle d'une épargne populaire organisée, tournée vers la participation et l'investissement.

Les syndicats français, en mal de stratégie, ont vu depuis longtemps la chance que peut représenter pour eux une telle situation; les exemples étrangers ne manquent pas, en RFA ou dans les pays scandinaves, où des organisations syndicales se sont vu attribuer la gestion de ces «fonds de salariés».



Une telle évolution aboutirait-elle à un véritable transfert du pouvoir économique du patronat aux salariés ?

On peut en douter. Ne serait-ce que parce que les traditions de lutte de classe du syndicalisme français, qui sont encore fortes, vont difficilement dans le sens de sa participation à la gestion capitaliste de la société.

Anne SUROI

la voie étroite du chancelier kohl

M. Kohl, qui vient d'installer sa nouvelle équipe à Bonn, devra jouer, dans l'affaire des euromissiles, avec les contradictions de son opinion publique.

Comme prévu, la nouvelle équipe gouvernementale ouest-allemande se sera constituée sans grandes difficultés. Fort de son succès aux élections générales du 6 mars dernier, M. Helmut Kohl n'avait plus à craindre que l'attitude de son encombrant allié au sein de la Démocratie chrétienne, Franz Joseph Strauss qui faisait d'ailleurs connaître très tôt sa décision de ne pas participer au gouvernement afin, sans doute, de préserver les chances d'une alternative de droite en cas d'échec de la coalition libéraux-CDU.

Dans les semaines à venir, on devrait donc voir reconduite point par point la politique économique menée avant le 6 mars qui se caractérise essentiellement par une réduction des dépenses publiques et par la mise en place d'un emprunt forcé destiné à financer l'investissement. On sait, depuis deux semaines, comment Paris, autant par manque d'imagination que par prétendue solidarité européenne, s'est mis au diapason des choix économiques de la RFA. Il est maintenant clair que le nouveau chancelier allemand s'était fixé comme premier objectif politique de rappeler à l'occasion du réajustement monétaire, qui donnait le ton quant aux options économiques de la CEE. Force est de constater qu'il vient de remporter en un mois son deuxième succès complet.

Les débats politiques et économiques internes à la coalition de Bonn étant provisoirement clos, il est vraisemblable que l'on va assister dans les semaines à venir à une intervention active de M. Kohl dans les domaines stratégiques et diplomatiques. La RFA doit, en effet, faire connaître clairement son choix dans l'affaire des euromissiles qui a fortement pesé sur le climat de la campagne électorale de mars, alors que l'échéance de déploiement des Pershing 2 se rapproche, compte tenu de l'échec prévisible des négociations de Genève.

Dans ce domaine, le soutien de la confortable majorité qu'il a au Bundestag ne peut suffire à M. Kohl. Il lui faut un quasi consen-

sus intérieur qui est loin d'être atteint. L'échec électoral du SPD et des Verts n'a en effet pas mis un frein, au contraire, à la campagne des tenants du désarmement unilatéral qui comptent désormais sur le durcissement d'une opposition parlementaire privée de toute chance de revenir au pouvoir prochainement.

Le parti de M. Vogel, durement éprouvé, fait bloc autour de son chef et celui-ci est désormais trop prisonnier de son image de pacifiste et d'homme du dialogue avec l'Est pour changer de cap.

M. Kohl devra donc procéder autrement que par une «décrispation» de la classe politique pour obtenir une bienveillante neutralité de son opinion publique quant à l'installation des fusées américaines. Il escompte en fait sur la sensibilité extrême des Allemands au jugement que portent les occidentaux sur la RFA. L'opinion outre-Rhin craint par dessus tout l'isolement diplomatique et si M. Kohl obtient en échange d'une solidarité occidentale sans faille, des assurances tangibles de Washington sur la protection du territoire allemand en cas de conflit, il aura gagné la partie. Dans cette affaire qui touche à la sécurité de toute l'Europe, l'appui de Paris ne devrait pas être ménagé.

L'URSS a, sans doute, parfaitement compris la stratégie de M. Kohl et, après l'échec de ses «préférés» aux élections du 6 mars, elle va tenter de réveiller l'autre vieux démon allemand : le mythe de la réunification. Celui-ci est toujours bien vivant au point que M. Kohl a cru bon de nommer un «ministre pour l'ensemble de l'Allemagne» dans son nouveau gouvernement. M. Honecker, dirigeant de la SED (P.C. est-allemand), vient d'enfoncer le premier coin de la nouvelle stratégie soviétique en déclarant à l'occasion de la récente foire de Leipzig qu'il était prêt à renouer le dialogue avec Bonn. On peut s'attendre dans les semaines à venir à des appels du pied plus pressants.

Olivier MOULIN



B. Fessard de Foucault

TRIBUNE

la constitution et la monarchie

Mais il est de nouveaux arguments, d'autant plus forts qu'ils s'inscrivent dans la problématique et les circonstances les plus actuelles. La Constitution de la Cinquième République est appliquée dans sa lettre avec difficulté mais dans des jurisprudences de vingt ans; elle l'est de moins en moins dans son esprit d'origine et elle est de plus en plus grosse de conflits. L'hétérogénéité de toute majorité présidentielle depuis de Gaulle affaiblit considérablement tout Président sortant et dans la pratique rend impossible sa réélection dans des conditions de consensus suffisantes. Le référendum tombe en désuétude car son résultat négatif est trop envisagé dans un pays qui a perdu la dynamique «gaullienne» du rassemblement depuis la fin de la guerre d'Algérie, en tout cas depuis 1965. Le Premier Ministre est tôt ou tard, sauf abnégation et valeur morale exceptionnelle, amené à songer à l'Elysée, à le briguer, et donc à rivaliser avec le Chef de l'Etat. Enfin, quel que soit le régime électoral et le caractère hors du commun de l'élection présidentielle, les partis regagnent avec le temps leur empire perdu, enserrant le Président de leurs exigences et de leurs mœurs, font chanter son Gouvernement au Parlement. Il faut compter avec eux et les carrières publiques, l'accès aux responsabilités se font par eux car l'élection locale est la nécessité première. Aux cabinets des débuts de la Cinquième République, composés pour moitié au moins hors du Parlement, ont succédé des équipes polarisées par la circonscription ou l'échéance électorales, et les Premiers Ministres-mêmes choisissent hors du sérail - s'empressent d'y entrer et de se tailler un fief en usant de leur position dans l'exécutif. Tous les genres ainsi confondus, la France ne répond plus d'elle-même; la moralité publique, la démocratie, la continuité en pâtissent.

POUR UNE RESTAURATION MONARCHIQUE

Une restauration monarchique dans le cadre de la Constitution actuelle, au seul changement près de son article 7, assurerait nos institutions d'une nouvelle jeunesse, et les couronnerait dans tous les sens du terme.

Les conditions de sa restauration d'abord, puis le principe d'hérédité pour ses successeurs au pou-

Les arguments traditionnels sur les rapports entre le roi et le peuple étaient déjà discutés par Montaigne et confortés par Pascal. Cent cinquante ans de révolutions, d'instabilité constitutionnelle, et plus de cent ans de disparition du trône les rendent encore plus inopérants aujourd'hui.

voir, mettront le roi en situation permanente de devoir se faire accepter durablement par le plus grand nombre des Français. Ce n'est pas une élection qu'il doit gagner, c'est un rassemblement qu'il doit opérer - et dont il sera l'issue s'il accède au trône - bien au-delà de toutes les majorités présidentielles actuelles ou futures. Les partis sont pour lui - au sens strict de l'article 3 de la Constitution - un concours pour l'expression du suffrage. Ils ne peuvent pas être le carcan qu'ils sont aujourd'hui dans l'exercice du Gouvernement.

L'élection présidentielle, par hypothèse périmée, le Chef de l'Etat ne subit plus l'abaissement de longues brigues et candidatures, du saut d'obstacles et des séductions qu'il faut faire, des compétitions intérieures aux partis. La campagne elle-même disparaît qui le met longtemps sur un pied identique à celui des perdants, et qui l'amène à bien des propos éphémères, voire à de capitales concessions. Sans doute l'élection au suffrage universel direct, telle qu'elle fut proposée en 1962, devait placer le Président de la République hors de toute comparaison; dès 1965, de Gaulle expérimenta qu'au contraire, elle le rapetissait - lui - et qu'à moins d'une personnalité comme la sienne, les successeurs pour se faire élire, adopteraient le profil le moins tranché et que par conséquent l'élection présidentielle n'aurait plus valeur de programme référendé, mais seulement de

constitution permanente et suprême dans la classe politique, la plus restreinte. D'ailleurs et quotidiennement, le Chef de l'Etat tient plus son pouvoir sur les événements et sur les hommes de ses prérogatives personnelles - telles qu'elles sont définies par la Constitution - que du caractère de sa propre élection vite estompé par les consultations qui la suivent.

Plus d'élection présidentielle, la continuité la plus étendue dans le règne devient possible, alors que l'impossibilité démontrée depuis 1974 de constituer la majorité du Président en un mouvement unique lui assurant éventuellement sinon sa réélection, du moins l'absence de compétiteur parmi les siens, rend très aléatoire toute succession du Chef de l'Etat par lui-même ou par un dauphin de son choix personnel dans le système électif actuel.

VALEUR CARDINALE DU REFERENDUM

Le roi au pouvoir, le référendum retrouve sa valeur cardinale pour l'efficacité et pour la démocratie. La question ne se pose plus d'une mise en cause directe du Chef de l'Etat, puisque celui-ci est héréditaire et fera de toute façon sien le choix des Français. Par contre, le mécanisme référendaire permet au roi d'en appeler constamment au peuple, soit pour le faire juge de l'action du Gouver-

nement, par dessus le Parlement, soit pour le consulter directement sur une question d'intérêt national. L'article 11 retouché pour que tout projet de loi entre dans le champ de son application éventuelle, et que l'initiative populaire - contrepoids de l'influence des partis et des intermédiaires - soit également rendue possible, devient l'une des procédures majeures de la Cinquième République comme elle le fut dans les débuts mouvementés de celle-ci. La prérogative royale d'y recourir est aussi décisive que celles de nommer le Premier Ministre, de présider en personne le Conseil des Ministres, de signer sans contreseing les actes essentiels de la vie du pays.

LA NOTION D'ARBITRAGE

L'interprétation difficile de la notion d'arbitrage pour le fonctionnement des pouvoirs publics, coule de source dans l'hypothèse monarchique. Au lieu que tout remonte à l'Elysée comme très vite sous chaque présidence, au lieu d'un abaissement fréquent - en sus des brigues et des jalousies - du Premier Ministre, chacun retrouve pleinement sa place et son ordre. N'étant pas le fils du roi, le Premier Ministre n'a aucune chance de lui succéder, mais le roi de son côté ne peut compromettre sa dynastie et son règne avec la gestion quotidienne : il laisse donc au Premier Ministre tout le gouvernement et l'article 20 de la Constitution retrouve sa vigueur. Le Chef de l'Etat, suivant la lettre stricte de la Constitution et des ordonnances et règlements pertinents, n'intervient plus personnellement qu'en cas de crise grave, suivant les normes de l'article 16, et pour le quotidien dans les Affaires Etrangères et la Défense nationale.

Ne peut-on penser que la dérive, chaque fois irrépressible, de nos institutions vers une dégradation des relations et des fonctionnements au sein de l'exécutif, vers une hantise des échéances électorales et vers une mise en cause amoindissante du Président de la République s'il se présente - finisse pas faire admettre dans la plupart des esprits français que la Cinquième République se fonderait enfin si elle plaçait le roi à sa tête ?

Bertrand FESSARD DE FOUCAULT

ENTRETIEN

● **Royaliste** : M. le Ministre, la société technicienne qui est la nôtre favorise-t-elle le temps libre ?

André Henry : La société technicienne a conduit à la fabrication d'appareils performants, d'outils sophistiqués, qui ont effectivement entraîné une libération de temps - je pense notamment aux outils ménagers. Mais cette société a sans cesse récupéré ce temps libre. Par exemple, la demande de travail des femmes est sans commune mesure avec celle d'il y a trente ans. Cela provient de l'émancipation des femmes, mais aussi de la révolution technicienne. Il faut d'ailleurs remarquer que, plus les revenus sont modestes, plus les femmes cherchent du travail, donc à récupérer le temps libéré; et inversement, plus les revenus sont importants, moins le pourcentage de femmes qui cherchent du travail est élevé. Nous avons déjà là un exemple de société duale, d'inégalité flagrante.

Formidable aussi parce qu'elle fait ressortir la nécessité d'une politique du temps - temps de travail, de transport et de temps libéré. Donc d'une politique qui ne sépare pas le temps de travail du temps libre, et qui permette d'équilibrer les temps de vie. Pour conclure, je crois que les progrès technologiques ont permis de créer des temps non-contraints, mais qu'ils n'ont pas encore permis aux gens d'en profiter. Autrement dit, trop de gens subissent leur vie malgré le progrès : seule une petite minorité est capable de la maîtriser. D'où l'utilité d'un ministère du Temps libre.

● **Royaliste** : Comment surmonter le paradoxe qui existe entre l'augmentation de la productivité et la faiblesse du temps libéré ?

André Henry : Je ne partage pas le point de vue contenu dans votre question. Depuis un siècle

conquête en soi : il a été occupé par le travail au noir, par le travail au jardin, etc. Avec les gains de productivité, on en est venu à faire valoir la notion de pouvoir d'achat, et non celle de pouvoir de temps. De plus, la doctrine religieuse, relayée parfois par la morale laïque, a conduit à la confusion entre le loisir et l'oisiveté, à l'idée que ne rien faire était perdre son temps. Par conséquent, la notion de temps vécu, de temps construit, de temps à rêver, à **faire rien**, a été niée. Et, aujourd'hui, un des grands problèmes qui se posent par rapport au temps de travail, à la productivité, est de savoir s'il faut plus de temps, ou plus de pouvoir d'achat.

● **Royaliste** : la question que vous soulevez n'est-elle pas inextricable puisque le temps libéré est

ra dévoré. De même, si l'on continue à développer sans contrepartie l'achat des « chaînes » informatiques et audio-visuelles très sophistiquées, chacun s'enfermera chez soi et il n'y aura plus de communication entre les personnes.

Mais je crois qu'une forte réaction peut être observée. La télévision n'a pas tué le cinéma; elle n'a pas empêché un immense public d'aller voir les grands matches sportifs que l'on voit pourtant mieux à la télévision. Donc les deux problèmes que vous évoquez ne sont pas inextricables. Il y a tout un mouvement vers la maîtrise du temps, auquel ma politique a, je l'espère, contribué : le ministère du Temps libre est en avance sur son temps. C'est très

enquête sur le travail

Commencée avec M. Pierre Rosanvallon (voir «Royaliste» 379) notre enquête sur le travail se poursuit cette semaine avec M. André Henry. Ancien secrétaire permanent du Syndicat national des Instituteurs, puis secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale, M. Henry a été Ministre du Temps libre de mai 1981 à mars 1983. L'expérience qu'il a accumulée au cours de son activité syndicale puis dans ses fonctions ministérielles rend sa réflexion particulièrement significative.

Au total, les progrès de la science et de la technique n'ont pas vraiment créé un phénomène de temps libéré, ou plus exactement de temps perçu comme tel. Une anecdote le montre : peu après ma prise de fonction, une dame assez âgée me disait que pour elle le temps libre était «un temps vide entre deux temps de travail».

Cette affirmation est à la fois formidable et terrible. Terrible parce qu'elle exprime une sorte de sentiment d'impuissance devant le temps libéré par la technologie.

et demi, la conquête du temps est sans doute la plus grande conquête sociale. Souvenons-nous qu'au Moyen Age il y avait plus de 150 jours chômés. Le «temps des machines» les a supprimés -y compris le dimanche. Et c'est en réaction contre cette récupération du temps par la machine que la lutte pour la libération du temps a commencé. Le dimanche chômé a été rétabli en 1912, puis il y a eu les congés payés du Front populaire et maintenant le mouvement vers les 35 heures. Donc il y a bien eu libération. Mais ce temps libéré n'a pas été perçu comme une

devenu un temps encombré par les jets techniques qu'il faut acheter ?

André Henry : Si c'est cela, le cycle est effectivement infernal. Mais c'est celui de la société de consommation. Pour ma part, je crois qu'une société socialiste doit au contraire largement privilégier les appareils et les outils de consommation collectifs par rapport aux gadgets. Bien entendu, je ne suis pas pour le collectivisme, pour l'uniformisation de la consommation. Mais, par exemple, tout le monde sait que la circulation dans les villes deviendra inextricable si l'on ne décourage pas la voiture individuelle au profit des transports collectifs. Sinon l'espace se-

certainement un ministère de l'utopie, le seul ministère où l'on peut oser l'utopie de la maîtrise du temps, qui est la séparation des outils aliénants. Il faut trouver le moment où un outil (le magnétoscope par exemple) qui apporte un plaisir devient une contrainte. L'homme doit apprendre à s'affranchir de la technologie moderne, même quand elle vise le loisir, et redécouvrir son temps et ses racines. Je crois que les progrès de la science, tellement rapides qu'ils obligent les gens à «décrocher» de l'infiniment grand et de l'infiniment petit, conduisent l'homme à un retour vers ses racines. Aujourd'hui les gens acceptent, mais ils ne comprennent plus et c'est

d'ailleurs le drame de notre époque : la science est coupée de la masse, elle est l'apanage d'une minorité qui sait et qui comprend et si nous n'y prenons garde l'informatique peut être un instrument de robotisation des gens. Pour éviter ce piège, il faut aider à préférer le temps libre plutôt que le pouvoir d'achat : ce qui ne saurait signifier que les basses rémunérations ne doivent pas être relevées.

● **Royaliste : Quel lien établissez-vous entre l'autogestion du temps et la transformation révolutionnaire du travail qu'elle implique ?**

André Henry : D'abord l'autogestion est un concept discuté et discutable. Quand cette idée a été

pas comment faire, car ceux qui géreront seront des syndicalistes et ceux qui continueront à contester seront aussi des syndicalistes. Dès lors, comment penser la contestation par rapport à l'autogestion ? Ce problème n'a jamais été sérieusement étudié, pas plus que celui du rôle syndical dans la société actuelle.

Pour ma part, je ne peux pas poser le problème de l'autogestion sans le ramener d'abord à la maîtrise syndicale, qui implique la participation. Cela signifie que les travailleurs d'une entreprise doi-

port au temps libéré pour ne pas laisser à une minorité aisée les moyens de mobiliser à son profit les outils et les structures de la maîtrise du temps libre et du loisir. Cela pose un problème d'éducation populaire, de formation permanente. Mais cela ne suffira pas car, après la libération du temps individuel, il faudra imaginer la dimension collective, sociale, du temps libre. Je le répète, il y a une prise de conscience nécessaire, qui est le préalable à l'autogestion du travail et l'autogestion du temps.

● **Royaliste : Dans ce que vous dites, n'y a-t-il pas une nouvelle conception de l'Etat qui s'amorce ? On a dû souvent vous dire qu'elle était dangereuse...**

André Henry : S'agissant de l'organisation du temps de travail et de la marche vers l'autogestion, s'il n'y a pas une impulsion forte de l'Etat sous l'angle de la législation et de la réglementation, je suis très pessimiste sur la capacité du syndicalisme ouvrier à conquérir seul ces progrès. Il pourrait le faire à condition qu'il abandonne une part de conservatisme et de corporatisme qui caractérisent trop souvent certaines attitudes et à condition qu'il représente une force de progrès de proposition et d'innovation. Mais il ne cesse malheureusement de perdre des adhérents, malgré la victoire de la gauche !

Je crois donc qu'il n'est pas dangereux de vouloir piloter une politique forte dans le domaine du travail. Mais, au contraire, quand il s'agit du temps libre, une seule expression doit prévaloir : celle de **temps choisi**. Une politique du temps libre ne peut être qu'une politique d'impulsion, de conviction, de plaidoyer. Je suis absolument hostile à une politique de loisirs officiels. Il s'agit de mettre en place des structures d'accueil, de développer l'information (la télévision par câble sera un instrument puissant), de faire découvrir le monde, et d'abord la France.

Mais il faut bien comprendre, d'autre part, qu'une politique ambitieuse du temps libre risque de susciter de vives réactions. Il me paraît absurde de fermer systématiquement les entreprises, les bureaux, les services publics, etc., le samedi et le dimanche. Mais imaginez la réaction des gens qui partent en fin de semaine : ils ne sont qu'une minorité de moins de 20%, mais ils imposent leurs habitudes, et bientôt ils exigeront le vendredi après-midi, pour eux et pour

leurs enfants, quand les 35 heures seront acquises. Les commerçants, les cheminots, les journalistes, tous ceux qui travaillent pendant le «week-end» doivent-ils à tout jamais sacrifier leurs fins de semaines pour les autres ? Nous avons déjà une société duale... Rien, donc, n'interdit de réfléchir à un rythme de travail non-hebdomadaire, mais en ayant conscience des limites, et sans rien imposer. Le temps libre ne doit pas être un temps réglementé. Mais on ne peut bien vivre son temps libre que si d'autres, pendant ce temps, travaillent. Ce ne peut donc pas être toujours les mêmes.

● **Royaliste : La politique du temps libre ne risque-t-elle pas de s'appliquer, par la force des choses, aux secteurs les moins dynamiques de la société, en aggravant la société duale que vous venez d'évoquer ?**

André Henry : Nous sommes déjà, je le répète, dans une société duale. Et la politique du temps libre consiste justement à briser cette dualité, du moins à freiner puis à renverser le mouvement actuel. Il y a belle lurette que les entreprises performantes ne s'arrêtent plus le dimanche. Les trains et les avions circulent le dimanche. Dans ces entreprises, le temps se récupère autrement et il faut souligner que leurs travailleurs ont réussi à obtenir des avantages-temps qui les mettent parfois à égalité avec les classes aisées. Le seul problème est d'éviter qu'il y ait deux types d'économie, deux types de travailleurs : ceux qui connaîtront la révolution du temps choisi, et ceux qui conserveront l'organisation traditionnelle ou qui pousseront à sa conservation. Dans cette seconde hypothèse, nous aurons vraiment une société duale, très contraignante. C'est pourquoi il faut proposer d'organiser autrement le temps dans ses différentes composantes (temps de travail, temps de repos, temps libre), de réfléchir à l'abandon des habitudes acquises (les vacances au mois d'août sont un faux droit acquis, si on ne considère que ce seul mois qui n'est pas, et de loin, le meilleur mois de l'année).

En suggérant à chacun d'organiser différemment son temps, je suis convaincu de participer activement à la lutte contre une société duale, qui est par nature une société d'injustice.

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

entretien avec andré henry, ancien ministre du temps libre



lancée, elle a été mal comprise. Mais surtout, l'autogestion a été récupérée notamment par le Parti communiste qui en a fait une utilisation essentiellement tactique. Le Parti socialiste a également repris l'idée d'autogestion, mais on n'en trouve pas toujours une traduction dans les actes quotidiens.

En fait, l'autogestion n'est pas encore une notion naturelle. Elle ne peut être posée qu'en fonction du fait syndical, ce qui implique une transformation profonde de celui-ci. En effet, il ne saurait y avoir d'autogestion si on ne distingue pas entre le mandat syndical et le mandat de gestion. Or jusqu'à présent on a confondu les deux, volontairement ou non. Force ouvrière fait comme si les deux étaient confondus. La CFDT refuse cette confusion mais ne dit

vent se sentir investis d'une responsabilité forte. Cela signifie qu'ils doivent transformer totalement leur état d'esprit : au lieu de se contenter de vendre leur force de travail sans s'intéresser à la gestion, il faut participer à celle-ci, donner son avis sur la marche de l'entreprise. Les lois Auroux permettent d'aller vers une certaine maîtrise de l'autogestion. On peut ainsi poser les conditions légales de la transformation des rapports dans l'entreprise; mais le plus difficile sera de transformer les esprits.

Par rapport au temps, c'est la même chose. Le temps libre sera un temps maîtrisé, actif, épanouissant, s'il y a une formidable prise de conscience que l'homme, de sa propre initiative, est capable de remplir sa vie. Autrement dit, prise de conscience que le loisir est une dimension de la vie, et non une activité inutile. Il faut déculpabiliser les travailleurs par rap-

les promesses de Reims

Les historiens ont toujours quelque peu négligé l'étude du sacre royal. La fonction précise, la signification de ce rituel millénaire nous échappent souvent.

Dans son **Sacre des Rois de France** M. Aimé Bonnefin nous invite à lever un pan du rideau sur ce spectacle grandiose qui joua pendant si longtemps un rôle essentiel dans la représentation qu'avaient les Français de la Monarchie.

C'est faire œuvre d'historien : l'auteur prévient que les ésotéristes seront déçus et que juristes et théologiens ne trouveront peut-être pas dans ce livre tout ce que leur intérêt était en droit d'attendre. L'historien est, quant à lui, spectateur et conte les mille détails d'une cérémonie où ornements, instruments, public et paroles sont autant de symboles. Il se fait voyageur pour suivre par-dessus mille trois cents ans, du baptême de Clovis au sacre de Charles X, l'évolution de ce contrat sans cesse renouvelé entre le Roi et le peuple de France, qu'est le sacre de Reims.

Il se fait juge aussi quand, à partir de Louis XIV, le sacre va se faire surtout spectacle, destiné par son luxe et sa splendeur à rehausser encore la majesté d'un homme, à approfondir sa coupure d'avec le peuple.

Les monarques «absolus» n'auront-ils pas tendance, alors, à oublier les serments du sacre, à oublier qu'au-delà de leur volonté propre, il y a les Lois fondamentales du royaume : «*Nous avons, Sire, deux sortes de lois. Les unes sont les lois et ordonnances des rois, les autres sont les ordonnances du royaume, qui sont immuables et inviolables, par lesquelles Vous êtes monté au trône royal. Vous devez observer les lois de l'Etat du royaume*» ?

Aussi la sanction ne se fait-elle pas attendre et les cérémonies du sacre de Louis XVI, en 1775, n'attirent-elles que relativement peu de monde...

L'Etiquette et l'apparat ont tué l'acte de foi qui faisait, pour les Français, du sacre royal un quasi-huitième sacrement; ils ont tué également son rôle politique.

Ce rôle politique avait pourtant été de symboliser aux yeux du

Monde la puissance de la monarchie française et la place très singulière qu'elle a toujours occupée parmi les Etats : l'huile de la Sainte-Ampoule n'était-elle pas le signe de la considération particulière qu'avait Dieu pour le royaume des Lys ?

Ces marques divines ont longtemps ancré dans le peuple l'idée que c'est le sacre, et particulièrement l'onction, qui font les rois : pour Jeanne, le Dauphin restera le Dauphin tant qu'il n'aura pas passé par Reims. La lignée capétienne encore jeune adhère à cette croyance et les souverains, pour plus de sûreté, font sacrer leur fils de leur vivant. La consolidation de leur autorité, l'enracinement de leur légitimité dans l'histoire du pays qu'ils construisent, rendront bientôt inutile cette précaution. Le sacre devient peu à peu «*une reconnaissance solennelle et une notification au nom de Dieu du droit au trône, conféré préalablement par la naissance ou par l'élection*».

Le nouveau roi prend donc rang de souverain à l'instant où meurt son prédécesseur : «*Le Roi de France ne meurt pas*».

L'émergence de l'Etat moderne s'accompagne ainsi d'une évolution de la fonction sacrée; en tant que cérémonie religieuse, elle évolue peu et demeure «*la proclamation officielle du titre officiel qui n'appartient qu'au Seigneur*». En tant qu'institution monarchique, elle va, malgré la somme d'affection, de fidélité et de foi dont elle était chargée, se vider progressivement de son contenu.

N'assurant plus la légitimité des souverains, n'étant plus créateur de royauté, le sacre devient une enveloppe vide, un spectacle démodé qui, lors de sa dernière représentation, fera dire à Chateaubriand, ce vieux royaliste, : «*Nous avons eu des tréteaux et une parade*».

René ADRIERS

Aimé Bonnefin - **Le sacre des Rois de France** - Prix franco : 98 F.

vous avez dit gènes ?

Trop souvent, les savants s'enferment dans leur spécialité. Albert Jacquard aime au contraire faire partager ses passions : en quelques minutes, il est capable d'intéresser aux mathématiques le plus nul de ses auditeurs, qui avait quitté le lycée persuadé qu'il n'avait pas la bosse des maths. Mais, au fait, quelle «bosse»? Nous voici déjà dans la génétique, qu'Albert Jacquard veut nous présenter.

Bien sûr, on peut très bien ne pas se sentir concerné. Après tout, il est possible de vivre en ignorant tout des gènes. Mais attention ! Nous faisons de la génétique sans le savoir, et les mots que nous employons couramment ne sont pas innocents : ils véhiculent des théories et nous entraînent à des appréciations fausses - voire à des attitudes barbares.

Vous parlez de **reproduction** ? C'est aussi faux que de croire au «lever» du soleil. Ce n'est pas une copie du père et de la mère qui est produite, mais un être unique, exceptionnel, qui est procréé.

Vous dites d'une famille qu'elle

montre que la race n'existe pas, que «ce concept ne correspond, dans l'espèce humaine, à aucune réalité définissable de façon objective.»

Vous vous flattez d'un excellent **quotient intellectuel**, mesuré scientifiquement, et vous êtes peut-être membre de la «Mensa» ? Il vous faudra devenir moins prétentieux car il est impossible de mesurer cette «chose» qui n'est pas un objet, ni un organe, ni une caractéristique «innée», mais une création constante, aux multiples facettes.

En lisant Jacquard, vous apprendrez encore à vous méfier des



est **tarée** ? Mais nous le sommes tous, explique Jacquard, car nous avons en nous des gènes capables de tuer, lorsqu'ils sont en double exemplaire, trois ou quatre fois chacun de nos enfants. La «tare héréditaire» est une malchance, non le résultat d'une faute antérieure, ni l'effet d'une fatalité puisqu'on peut, dans certains cas, éviter le développement de la maladie.

Vous parlez des caractéristiques de la **race** noire, ou jaune, ou blanche, à moins que vous ne dissertiez hypocritement sur les mérites comparés des diverses «ethnies» ? Eh bien taisez-vous, et pas seulement pour des raisons historiques : Jacquard dé-

additions et des débats sur l'inné et l'acquis, à vous orienter dans les théories darwiniennes, néo-darwiniennes et pos-néo-darwiniennes - et même à compter les vaches et les poulets. Mais surtout, en refermant ce petit livre passionnant et limpide, vous saurez que, différent par votre patrimoine génétique, vous êtes, comme tous les hommes, un être essentiellement libre, capable de «devenir ce qu'il a choisi d'être».

Merveilleux Jacquard ! Avec lui, la science sait être souriante, sans rien perdre de sa rigueur.

B. LA RICHARDAIS

Albert Jacquard - **Moi et les autres** - Ed. Seuil, collection Point Virgule.

Ces carnets de la drôle de guerre apprendront-ils grand chose aux lecteurs de Sartre ? J'en doute. Pas plus que ces « Cahiers pour une morale » que Gallimard publie simultanément. De l'auteur des *Mots*, nous n'apprendrons vraisemblablement désormais rien que nous ne sachions. Un autre penseur était possible. Beny Lévy nous l'a appris. Mais ce Sartre des ultima verba, nous ne pouvons que le rêver, tandis que le philosophe qui domine notre après-guerre, nous sommes condamnés à le retrouver sans cesse sur nos chemins, à jamais embourbés dans son impasse. Ces carnets écrits à l'armée durant les mois où elle resta l'arme au pied avant de recevoir le coup de boutoir de mai 40, sont une retraite dans la suspension d'une quasi oisiveté. Suspension qui permet à chacun de contempler son existence interrompue. Singulièrement, un intellectuel qui ne vit que la plume à la main.

Lorsque Sartre veut bien observer les choses, considérer son prochain sans trop forcer le trait ou penser au delà de la stricte discipline de la phénoménologie, ce n'est pas mal du tout. Les croquis de ses compagnons sont drôles, les notes sur la vie quotidienne, la mentalité de l'homme de base, les rumeurs, les réactions spontanées sonnent juste. Lui-même, constamment appliqué à l'authenticité, ce mot qui à lui seul résume peut-être toute la morale existentialiste, est à son égard d'une rigide lucidité. Son idée constante n'est-elle pas de parvenir à une «translucidité totale» que le commerce continu de ses amis favorise avec cette volonté d'être tout à fait public, du moins pour ce qu'il considère comme essentiel. Qu'on ne compte pas, en effet, sur ces carnets pour nous livrer le misérable petit tas de secrets qui nous révélerait une intimité. Sa sincérité n'est pas exclusive de toute pudeur. A sa manière, Sartre est un rigoriste, nullement un libertin. Il arrive qu'on le regrette. «Femmes» de Sollers, par son impudeur nous livre des insignifiances autrement significatives.

Ce rigorisme s'explique par des origines, des habitudes familiales. Mais aussi par une volonté, un moralisme : l'obsession d'une liberté qui est toujours en projet. C'est le projet qui donne sens à une vie. Le reste pèse peu, il est souvent de l'ordre de la facticité. D'où cette réduction forcenée de l'intériorité. Simone de Beauvoir exprimait cela par un mot «Vous n'êtes pas psychologique». Ce que Sartre approuvait : ses propres réactions psychologiques surgissaient en lui «comme des plantes séchées dans un herbier» Et d'expliquer : «Souvent, je force mes impressions. Que l'on m'entende : je les force dans le bon sens, mais une erreur fraîche et sombre serait peut-être préférable à leur aveuglante vérité. Car cette vérité n'a plus rien d'historique, elle ne concerne plus l'homme que je fus en ce jour, à cette heure. C'est une vérité d'essence : pas essence un homme d'une certaine sorte devrait éprouver telle impression en telle circonstance.... Au vrai, je traite mes sentiments comme des idées : une idée, on la pousse jusqu'à ce qu'elle craque ou qu'elle deviennent enfin «ce qu'elle était.»»

Contrepartie de cette transparence, nous dit-il encore : force, sécurité olympienne, et bonheur. Ces qualités éclataient dans les relations que Sartre établissait à deux, avec ses compagnons, spécialement avec le Castor. Pourtant, il se dit peu doué pour l'amitié, par manque de chaleur, une sorte de détachement curieux qu'il décrit minutieusement. Aussi lui arrive-t-il de se rêver autrement : «Comment j'eusse aimé sentir se former en moi, lentement, patiemment, des idées incertaines, comme

sartre par lui-même



par
gérard
leclerc

j'eusse aimé bouillir de grandes colères obscures défailir de grandes tendresses sans cause.»

Voilà bien des éléments qui laissent perplexes. La vie psychologique est-elle si objectivable que cela, au point de ne pas se perdre dans ce mouvement où elle s'étale et se fige durement ? L'homme lui-même est-il si translucide, si transparent à lui-même avant de l'être devant autrui ? Dans l'ordre de la psychologie c'est plus que contestable. D'ailleurs il y aurait lieu de réfléchir longuement sur ce mouvement qui consiste à sortir par principe de son quant à soi. Il est même possible que dans cette affaire, la liberté soit en cause. Ce n'est pas pour rien qu'un Pierre Boutang fonde toute une pensée philosophique à partir du Secret et de ses modalités qui vont jusqu'à une certaine attitude devant Dieu. S'il faut en rester à la simple attitude phénoménologique, on est obligé de constater qu'il s'agit de l'attitude de la conscience devant l'être.

Vouloir à toute fin amener à une totale transparence les données de la vie de l'esprit, c'est poser en principe la parfaite égalité à soi de l'être. C'est également refuser à des sentiments aussi essentiels que l'angoisse, la fidélité, l'amour sous toutes ses formes, toute profondeur ontologique qui renvoie à un sens qui débord le concept clair et distinct. Dès le départ nous sommes donc en présence d'une volonté de réduction rationaliste de la vie intérieure.

Mais cette réduction elle-même s'explique sans doute par un projet tenace, un projet limite, poursuivi jusqu'à la fin d'une existence : comment rendre compte d'un homme dans sa totalité ? On sait que ce projet sera mené méthodiquement dans son énorme Flaubert. Les *Carnets* donnent un premier exemple de cette compréhension d'une personne à travers l'exemple de l'empereur Guillaume II dont Sartre lit une biographie. Plutôt que de se ré-

soudre à traiter l'histoire à partir de situations agissant sur l'homme, il tente de la comprendre à partir de l'homme «se jetant à travers les situations et les vivant dans l'unité de la réalité humaine». Ce qui revient à reprendre d'une certaine manière Auguste Comte qui faisait de la sociologie un point de vue absolu. Ici ce point de vue c'est la liberté.

La critique de la raison dialectique représentera un moment privilégié de cet effort pour mettre la liberté au centre de l'histoire. Effort intéressant et même probant à bien des égards, mais tout de même limité par l'idée que Sartre se fait de cette liberté et qui implique une sorte de sentiment d'irréalité à l'égard de tout. Ainsi, il note à propos de Gide que *«les événements les plus importants lui semblent des mascarades. Je suis tel, et de là me vient sans doute ma frivolité. J'ai longtemps douté si c'était un caractère particulier à certaines gens dont je suis ou si tout un chacun au fond n'était ainsi, si la réalité n'était un idéal impossible à sentir et placé à l'infini.»* Page remarquable, indispensable, où on lit cet aveu écrasant qu'il trouvait refuge à ses angoisses *«au sein d'une conscience suprême, absolue et contemplative pour laquelle mon destin et l'effondrement même de ma personne n'était que des avatars d'un objet privilégié.»* Transcendance de l'ego, certes, mais où le moi est mis *«à la porte de la conscience»*, comme un visiteur indiscret. Dès lors, ce pur sujet épistémologique ne peut être que d'une indifférence glacée à l'égard du moi, et de ses sentiments. Comment peut-il prétendre connaître de la vie et de l'amour qui exigent engagement total, communion ? Et si la liberté va se nicher dans ce superbe égo, elle n'aura plus rien d'humain. *«Mais l'ipseité ou totalité du pour-soi n'est pas le moi et pourtant elle est une personne.»* Non et non ! Pur ectoplasme psychologique, à la limite pur délire schizophrénique qui explique comment ceux qui s'intéressent vraiment à la liberté humaine et à la décision tournent le dos à ce grand philosophe de la liberté. Paul Ricœur l'expliquait récemment au «Nouvel Observateur».

Le schisme que Sartre produit n'est pas tellement entre l'homme et le monde, mais à l'intérieur de l'homme lui-même. La froideur frivole qu'il professe à l'égard du monde, c'est d'abord à l'égard de lui-même qu'il la professe lorsqu'il détache l'esprit et la liberté qui n'est que pur projet de l'esprit dans son système, d'avec le cœur qui est le siège de l'esprit, de la volonté et des sentiments fondateurs, irréductibles car ils forment la substance même, le nexus de la personne.

Lorsqu'il répète qu'il hait le sérieux qui est inertie, opacité, coagulation, il laisse de côté le tragique qui signifie implication de la personne dans une action qui la révèle à elle-même au royaume de l'éthique. Dès lors, toute l'existence (et c'est un comble pour ce pape de l'existentialisme) est réduite à rien. L'amour lui-même est un jeu presque obscène (non par sa lubricité mais par son absence d'amour). A ce point, on comprend la gravité d'un choix qu'il explique lapidairement : *«Faute de foi, je me suis borné à perdre le sérieux.»* La liberté superbe et transcendante n'était donc rien de sérieux. Hélas ! On le savait bien d'ailleurs qu'elle ne consistait qu'en une longue dénégation de Dieu. Oui décidément, embourbé dès le départ ce Sartre avant Sartre !

Gérard LECERC

Jean-Paul Sartre - Les carnets de la drôle de guerre - NRF-Gallimard.

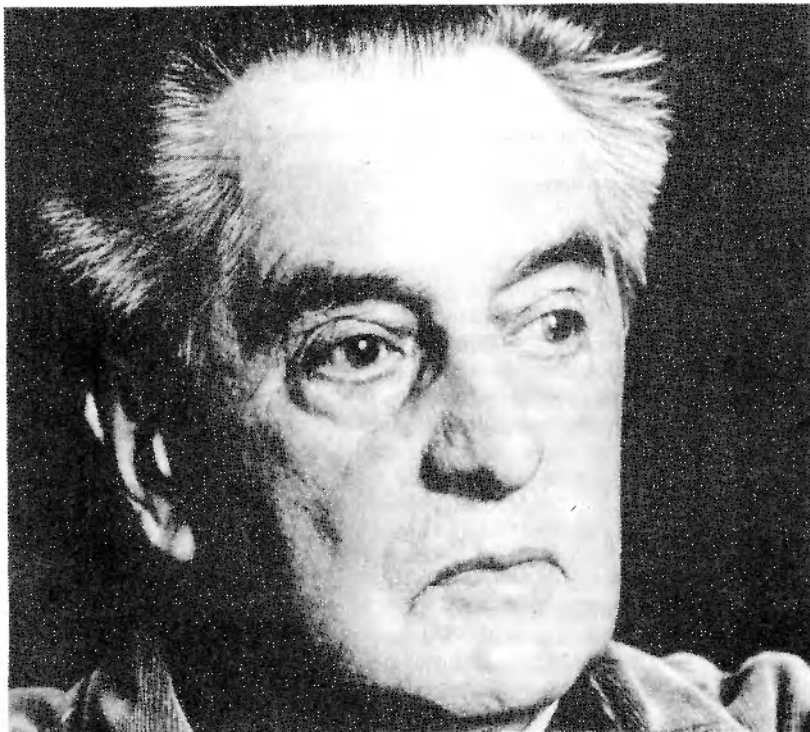
traité du ravisement

«Rien n'est mieux inconnu des hommes que la littérature», dit Paulhan, et qu'il ne connaît pas de théorie sur la littérature «dont l'effet le plus clair ne soit de donner quelque vraisemblance à la théorie opposée», comme si nous avions quelque chose à cacher...

Paulhan avoue (et regrette) de ne pas avoir le sentiment de Dieu, n'en avoir que l'idée, ailleurs déclare que les religions lui sont des langages; la vie de Paulhan fut vouée à la littérature, autant d'exercices de l'admiration, autant d'expériences «mystiques», d'extases procurées par l'art littéraire; de cette vocation et de son dévouement il en chercha l'idée, en sachant la part d'amour; la littérature - et le langage -, la Parole sous ses espèces françaises (comme dit Francis Ponge), fut sa religion. Fonder la littérature en religion, ou en Dieu, exige un sens aigu de la merveille, Paulhan l'avait au plus haut degré, tel qu'il fut mis plusieurs fois en danger d'étonnement, de rupture, de rapt, de néant, c'est que l'admiration doit être équilibrée par l'habitude et une certaine pesanteur. L'amour de la littérature, si elle est un «trésor de merveilles» comme l'affirme Aristote, procède immédiatement de l'admiration.

Qu'avons-nous sous la main pour approcher dans ce bref article une idée de la littérature? D'abord qu'elle doit nous être une expérience et une passion, plutôt violente, car sans elle nous n'entendrons pas raison... Dieu sensible au cœur... Puis ceci de Descartes, assez proche de ce qui suivra de Paulhan : «que la lecture de tous les bons livres est comme une conversation avec les plus honnêtes gens (...) et même une conversation étudiée»; la littérature, dit Paulhan, communique des secrets, elle est ainsi «apparence grossière» de la conversation, parce qu'en chaque conversation a lieu l'événement littéraire (non parce que la littérature serait réductible à la conversation ou à la biographie), en elle, dit-il, «le ravisement et les traits qui l'accompagnent, magie, paradoxe, possession, renversement, sont un peu plus sensibles qu'ils ne le sont dans la vie de tous les jours». Voici la vie portée à une plus haute puissance, et qui vient contre l'engourdissement et l'abrutissement nous rappeler à notre vraie condition. Le ravisement peut avoir lieu devant les choses, ou par les idées; Paulhan veut que l'on aille à l'écrivain par l'homme, non sans

chercher le secret du ravisement propre à la littérature : «il suffit de quelques mots en noir sur blanc, de quelques taches de couleur sur une toile à sac, pour nous faire croire à des villes, des mers, des drames», cette magie de l'art produit parfois un étourdissement ou un vertige, «état confus et mal propre à nous renseigner - d'ailleurs si délicieux que les bras (comme l'on dit) et la réflexion vous en tombent». Si l'on s'étonne du monde, soit naïveté soit déshabitude, l'on est à même de reconnaître que la littérature comme le monde procède par mé-



Paulhan cherche la clef. Ici l'auteur de **Clef de la poésie** rappelle que tout décryptement comporte trois phases : établissement d'un vocabulaire (c'est dans ce **Traité** celui de la critique littéraire), recherche des paradoxes qui révèlent le chiffre (ambivalence des termes, doctrines opposées de l'image littéraire), dégagement du secret (le **Traité du ravisement** comme œuvre littéraire, le problème y est résolu comme «un sel se résout dans l'eau - étant ce qui donne sens et saveur à tout le reste»). Paulhan n'a donc pas réussi à dire le secret si l'on s'attend à ce qu'il soit publié jusqu'à n'être que crié partout, mais il n'a pas échoué si l'on accepte que le secret soit transmis sous le sceau du secret, sans que sa nature s'altère ou se perde.

En dressant le vocabulaire de la critique Paulhan montre que chaque mot est **trivalent** : mot, idée et chose; et que cette trivalence, les valeurs s'opposant deux à deux, par l'effet du chiffre propre à un texte se voit réduite à une valeur, soit que l'écrivain insiste sur les mots (comme Ver-

d'archée les alchimistes désignaient le «principe de vie», chez Paulhan l'**archée** ne peut pas se poursuivre directement, le plus sûr moyen de le perdre est de le rechercher, cependant la diversité des phénomènes conduit à conclure l'unité essentielle, si nous avons dégagé des liens, des relations, les interférences de cette unité et de cette diversité. L'on est en droit de parler de Paradis, de Présence («Présence d'un Dieu, des Dieux, il importe peu : de tout cela dont l'homme est un signe»). Qu'on ne s'attende pas à d'autres précisions, Paulhan s'en tient à cette entrevision, il n'y aura pas d'image de ce lieu divin, mais sans cette obscure connaissance la littérature n'est pas connue. L'amour de la littérature se comprend par l'amour du Verbe. L'on voit bien comment l'on peut ranger les œuvres selon cette proposition, et qu'il y a chance de proposer une critique littéraire vraiment savante... Enfin, pour ici, il y a cette conséquence : le langage n'est pas conventionnel, il ne se passe pas comme des contrats, la trivalence, et l'archée surtout, disent que le langage est fondé du Verbe.

Tout artifice littéraire, procédé, figure rhétorique offre «le mystère et le tremblement même», offre «la révélation mystique», «en sorte que l'on pourrait voir dans ces lettres aussi bien une introduction à toute mystique des Lettres qu'à toute rhétorique».

En nos années d'usure la rhétorique est abordée «sans courage», et «du mystère des Lettres l'on ne forme guère qu'une idée vague et peu nourrie». Mais face à cette dilapidation de notre bien le plus précieux (si l'on veut bien entendre que la mauvaise langue et la mauvaise littérature sont des violences commises contre Dieu dans ses personnes) l'on ne doit pas manquer de connaître ceux qui héroïquement témoignent et sauvent, pour n'en citer qu'un seul : Francis Ponge.

Ghislain SARTORIS

■ Jean Paulhan

tamorphoses; entendons non pas changement ou passage d'une forme naturelle à l'autre, mais passage d'un état à l'autre, de chose à idée, d'idée en mot; voilà qui n'est pas sans rappeler les trois états de l'essence...

De ce ravisement littéraire et de cette magie de l'art il existe une science, puisque les événements ont lieu, science donnée d'abord comme communication d'un secret. D'elle l'écrivain n'est pas conscient, la littérature ne se réduit pas à un ensemble de procédés, cependant la critique en cherche la conscience. La littérature est à cette science un langage chiffré, un chiffre spontané dont

laine veut que l'on entende la musique de l'impair), sur les idées ou sur les choses. Cette loi de langage, la **trivalence**, apparaît encore comme une loi de la pensée, que Paulhan nomme la **considération**, et enfin comme une loi de la nature, le **support**. Ces trois domaines ont leur unité : «l'on proposera d'appeler **archée** cela où se confondent **trivalence**, **considération** et **support**, (...) cela que l'on ne peut nommer, examiner ni même penser sans lui imposer la seule déformation qui lui retire aussitôt sa nature.» Par le nom

UN ÉDITEUR AMI

Le «Traité du Ravisement» (Lettres à Monsieur de Hohenhausen, présentées par Yvon Belaval; huit lettres à Jean-Richard Bloch, préfacées par Jean-Claude Zylberstein; Note sur la pensée à l'état brut), de Jean Paulhan, est le premier livre édité par la maison PÉRIPLÉ, dirigée par un de nos amis. Pour un coup d'essai c'est un coup de maître. Le livre est très beau à tous égards. Créer une maison d'édition aujourd'hui est un acte de courage peu commun, nous espérons que vous le soutiendrez par vos commandes.
Édition normale : 120 F.
Édition de luxe : 280 F

un appel entendu

Comme je le laissais entendre il y a quinze jours vous avez été nombreux déjà à répondre à mon appel et notre souscription a fait un bond appréciable comme en témoigne la 3ème liste de dons que nous publions aujourd'hui. Notre objectif de 50.000 F n'est cependant pas encore atteint et j'espère que l'effort financier auquel je vous conviais ne va pas se relâcher...

Le succès de cette souscription nous est en effet indispensable pour que notre budget normal ne soit pas amoindri au détriment de toutes les tâches de propagande qui sont indispensables à notre développement. Que ceux qui ont déjà donné n'hésitent pas à faire une nouvelle petite ponction dans leurs économies en notre faveur et quant aux autres, encore nombreux, qu'ils soient bien persuadés que seule leur participation nous permettra de franchir cette étape difficile.

Yvan AUMONT

Adressez vos dons à l'ordre de
Royaliste CCP 18 104 06 N Paris en
précisant «pour la souscription».

3ème LISTE DE SOUSCRIPTION

B. BARBE 40 F - Ano. Bordeaux 130 F - O. PFISTER 170 F - J-M GURVIL 50 F - J-P LOPEZ 45 F - O. MOULIN 500 F - H. RUTSCHMANN 70 F - Mme GELIN 100 F - J. PIDANCET 20 F - G. GENINI 50 F - M. BOVANI 110 F - B. LESAGE 100 F - M. VEYRENC 100 F - Ano (94) 100 F - G. DE VAUX 40 F - Ano. Ardèche 20 F - G. VILLAUME 150 F - P. AMIARD 250 F - Section Rouen 282 F - G. LERES 300 F - Mme M.L. FAURE 40 F - Mme MELAN 100 F - J. HUSSE 100 F - J. COCHELIN 200 F - T. DU PERRAY 150 F - J. BEAUME 700 F - J.L.H. 500 F - F. DESVERNOIS 100 F - P.H. 1000 F - P. CLEMENT 100 F - J. DE TREMEUGE 100 F - D. BERNARD 50 F - F.H. 150 F - B. DELADRIERE 70 F - B. CHAPON 120 F - L.G. (94) 200 F - J.M. ROBERT 60 F - C. FERRAND BLAZER 100 F - L. DAUPHIN 200 F - CH. MORY 200 F - M.C. 140 F - MELCHIOR 100 F - M. PARIS 200 F - J. BETBEZE 100 F - P-J DURBISE 100 F - G. BAUDIER 50 F - M. CARAMIGEAS 50 F - M.P.T. 50 F - G. MARTINEZ 50 F - J-C SUCHEL 50 F - B. MOTHON 60 F - P.B. (54) 100 F - E. LE FOL 100 F - D. KIEFFER 100 F - J.J. BOISSEROLLE 100 F - Mme DERREUMAUX 54 F - G. BOYER 200 F - G. GOUBY 100 F - RENÉ GIRARD 300 F - Y. DE PRUNELÉ 500 F - P. CEREZO 500 F - A.B. 500 F - Section de Versailles 700 F - J. BANC 500 F - Mile LACOUR 100 F - Mme AUBOYNEAU 50 F - P. CLAVEL 30 F - J. SOUMAGNE 150 F - J-L LANHERS 40 F - Mme PERICHON BASTAIRE 100 F - René HOSTACHE 300 F - L. VEYRENC 10 F - M. TESTUT 50 F - L-D 100 F - R. PINEL 100 F - G-F Rennes 200 F.

Total de cette liste : 12 801 F
Total précédent : 8 666 F
Total général : 21 667 F

● PARIS

MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis à 20 heures, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - 4ème étage - Métro Bourse ou Palais Royal a lieu une conférence débat ouverte à nos lecteurs. Les conférences sont suivies pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet (participation aux frais du buffet).

Mercredi 13 avril : Bertrand RENOUVIN : «Les nouvelles orientations économiques du gouvernement - analyse critique».

Mercredi 20 avril : notre ami **Jean-Pierre Péroncel-Hugoz**, journaliste au «Monde», viendra nous présenter son livre **Le radeau de Mahomet**. Ayant séjourné de nombreuses années au Maghreb et au Moyen Orient (à Alger puis au Caire jusqu'à son expulsion d'Egypte quelques jours avant l'assassinat du président Sadate), J.-P. Péroncel-Hugoz est un des meilleurs spécialistes de l'Islam.

Mercredi 27 avril : Michel Cazenave, ancien délégué général de l'Institut Charles de Gaulle et producteur à «France-Culture» viendra nous présenter son dernier livre «la science et l'âme du monde». Dans ce livre, Michel Cazenave, organisateur du colloque international de Cordoue en reprend les thèmes essentiels.

● CLUB NOUVELLE CITOYENNETÉ DE PARIS

La première manifestation publique du Club qui vient d'être lancée, sera un grand **diner-débat** qui aura lieu le samedi 23 avril à 19H30 au restaurant le Relais Royal, 11 rue d'Alger (angle rue St Honoré). Les inscriptions à ce diner-débat sont à adresser au journal. Participation aux frais : adhérent au Club et ses invités 105 F par personne, non adhérent 130 F par personne.

Les adhésions au Club peuvent être prises à cette occasion : sympathisant 24 F, membre actif 40F, membre fondateur 100 F.

LE 30 MARS A RENNES

Mercredi 30 mars, grand amphithéâtre de la faculté de droit de Rennes, vingt heures trente. Il n'y a plus une place. On s'entasse, on s'assoit par terre, on reste coincé debout en haut des escaliers des entrées. Ils seront bien 500 en tout, à venir écouter Paul et Pierrette Girault de Coursac leur parler, plus de deux heures durant, du procès de Louis XVI. Il faut bien se faire une raison, ces étudiants là sont bien de la nouvelle génération, sérieux, attentifs, positifs et surtout complètement «désidéologisés». Dans les années soixante-dix, infailliblement le marxiste de service se serait levé pour dévider son chapelet de concepts, pour transformer la soirée en une morne discussion à la langue de bois. Ces temps sont bien révolus. Les questions sont précises, sans a priori. On cherche d'abord à connaître. Peu importe que les deux historiens de ce soir tranchent avec l'historiographie officielle jusqu'à la remettre complètement en cause. Puisque leur recherche et leurs documents sont sérieux.

La leçon est à retenir pour les mois à venir. Un travail de mise à jour devra être fait lors des grandes commémorations historiques. Il peut être au départ d'une mutation culturelle.

Bravo, en tout cas, à la section NAR de Rennes qui a assuré le succès de cette soirée. Reconnaisance également à Paul et Pierrette Girault de Coursac qui poursuivent ainsi une tâche plus qu'utile.

G.L.

● JOURNÉE VENDÉENNE à la Salle-de-Vihiers

L'Association «Vendée Militaire» organise une journée avec bénédiction d'un calvaire, repas, visite des hauts-lieux des guerres de Vendée dans la région immédiate. Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Tarin 49000 Angers (tél. 87.62.97) ou auprès de la mairie de la Salle-de-Vihiers.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :
.....

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

l'amertume

Le premier mouvement de colère passé, comment qualifier notre réaction face à la nouvelle politique économique du gouvernement ? Il ne s'agit pas de désillusion, puisque le socialisme n'avait provoqué, chez nous, aucune illusion. Ni d'un désespoir : l'espérance, pour nous autres royalistes, se situe au-delà des vicissitudes présentes. Ne parlons pas de déception pour ne pas induire M. Giscard d'Estaing en erreur : une mauvaise politique ne peut nous amener à choisir la politique du pire, qu'il continue d'incarner.

Ces mesures d'austérité, et la fausse rigueur qu'elles masquent (1), font naître un sentiment d'amertume : celle des soirs de défaite, celle des occasions perdues et des chances gâchées par un instant de faiblesse. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : à peine amorcé, le changement s'arrête; à peine esquissée, la «révolution tranquille» semble jetée aux oubliettes de l'histoire. Après l'enthousiasme du 10 Mai, après la définition (non la mise en œuvre hélas...) d'un projet à peu près cohérent, voici le temps des discours moralisateurs, des paroles «raisonnables» qui annoncent, toujours, le sacrifice d'un espoir.

Qu'on ne vienne pas nous parler de la continuité de l'action économique et sociale : ce qu'exprime le plan Delors, c'est le retour à une politique de droite saluée avec une satisfaction à peine déguisée par M. Barre. C'est le pouvoir d'achat qui est amputé, c'est l'emploi qui est sacrifié, c'est le projet industriel qui est mis en cause par un incroyable renversement des perspectives.

Qu'on ne vienne pas nous parler de vérité. Lorsque M. Mauroy déclarait qu'il n'y aurait pas une politique avant les municipales et une autre après, il mentait; ou bien, en acceptant à nouveau le poste de Premier ministre, il s'est renié. Dans les deux cas, ce sont les convictions du fameux «peuple de gauche» qui sont heurtées de front.

Et qu'on ne vienne pas nous parler d'indépendance, du moins sur le plan économique. «Ne voit-on pas, écrit Michel Jobert dans la Lettre (2) que toute marge de manœuvre a disparu, et que les affaires de la France sont désormais sous le contrôle ou sous la main de l'assistance européenne ou internationale ?» L'alignement, la soumission, non sous la contrainte brutale mais par manque de



par
bertrand
renouvin

courage, est-ce là ce qu'il fallait attendre d'un gouvernement de gauche, théoriquement soutenu par l'adhésion populaire ?

Par manque de grandeur ou, si l'on veut, de générosité vraie, la gauche avait déjà gâché politiquement sa victoire. Par son indécision, par sa timidité, par son respect ridicule des tabous économiques, par sa soumission aux règles classiques de la gestion, elle est en train de perdre la bataille économique qu'elle avait pourtant les moyens de gagner. La doctrine était au point, la volonté présente, les instruments prêts à servir : reconquête du marché intérieur, projet industriel, nationalisations, il ne manquait plus qu'une protection temporaire du marché et une politique contre l'inflation structurelle pour créer les conditions favorables au développement. Oh ! bien sûr, il aurait fallu par la suite procéder à des dizaines de réformes et surtout s'interroger, comme nous l'avons souvent fait, sur les méthodes et les finalités du système industriel. Du moins, par une politique cohérente et tenace, nos capacités pouvaient être sauvegardées pour l'essentiel, et remises en œuvre. En choisissant une politique libérale et européenne, MM. Mauroy et Delors retardent cette stratégie indispensable, et la compromettent. C'est bête à pleurer.

Dans cette lamentable affaire, la responsabilité du Président de la République ne saurait être dérogée. C'est lui qui a décidé que le Franc demeurerait dans le système monétaire européen, lui

qui a choisi l'équipe actuellement en place. L'histoire dira si le Président a manqué d'audace ou si, comme le dit la rumeur, il s'est laissé circonvenir par certains de ses conseillers. C'est d'autant plus regrettable qu'il avait eu jusque là, face aux problèmes économiques internationaux, une attitude cohérente; et d'autant plus dommage qu'il a exprimé, dans son allocution du 23 mars, une claire vision de la crise économique - «soubresauts d'un monde qui meurt en même temps qu'un autre naît». Si l'analyse est juste, qu'est-ce qui prépare le nouveau monde dans la politique économique qu'il couvre de son autorité ? Et comment maîtriser le mécanisme économique que le Président affirme connaître, alors que nous nous soumettons à ceux qui se contentent de gérer le vieux système ?

Dès lors, l'appel à l'effort lancé par le Président de la République risque de ne pas être entendu. Il vient trop tard, après trop d'erreurs gouvernementales. Il prétend soutenir un plan trop dur et trop peu cohérent par rapport aux grands objectifs du septennat. Surtout, le message présidentiel s'adresse à une nation divisée contre elle-même, séparée par les égoïsmes corporatifs, et sans doute choquée par un aussi brutal retournement. Ce n'est pas par un discours de bonne qualité, ni dans l'instant d'une exhortation morale, que l'unité politique et sociale de la nation peut se refaire.

Le Président de la République sait probablement tout cela mais espère pouvoir reprendre son projet, après un période d'assainissement, et récolter la «moisson» comme dit son Premier Ministre. Mais le temps du chef de l'Etat est compté. Il va s'écouler encore plus vite, désormais : il y aura l'épreuve des législatives et, presque tout de suite après, l'échéance des présidentielles. A partir de 1985, que pourra-t-il sérieusement entreprendre ? Si le Président de la République veut accomplir des mutations économiques décisives et accompagner utilement le changement social, il lui faudra faire de nouveaux choix dans les mois qui viennent. Ou bien se résigner à gérer la société telle qu'elle est.

Bertrand RENOUVIN

(1) Lire l'article de Sylvie Fernoy, page 3

(2) «Lettre de Michel Jobert» numéro 103.